



SÉANCE DU 9 FEVRIER 2021

Avis pour l'accessibilité des personnes handicapées sur l'autorisation d'aménager, de construire ou de modifier un établissement recevant du public au titre du Code de la Construction et de l'Habitation délivrée par le Maire au nom de l'État pour :

AT 30007 20X0071
ECOLE DES MINES CROUPILLAC BAT J N
26 AVENUE VINCENT D'INDY
30100 ALES

Effectifs	Public : 619	Personnel : 3
Classement	Type : R	Catégorie : 3

**Avis conclusif de la sous commission communale d'Alès
pour l'accessibilité des personnes handicapées
dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur**

☒ Vu le rapport le rapport instructeur en matière d'accessibilité des personnes handicapées,

AVIS ACCESSIBILITE

<input checked="" type="checkbox"/> AVIS FAVORABLE <input checked="" type="checkbox"/> avec prescriptions mentionnées au rapport d'accessibilité	<input type="checkbox"/> SANS OBJET
<input type="checkbox"/> AVIS DEFAVORABLE	<input type="checkbox"/> AJOURNE

Observations :

☒ **VISITE DE RECEPTION** à demander 30 jours avant l'ouverture au public auprès du secrétariat de la commission communale d'accessibilité.

Pour le Maire, Par délégation à la CCA




☒ Laurent RICOME ☐ Daniel CANAL
☐ Gérard PALMIER ☐ Bruno MAZUC

☒ **AVIS FAVORABLE**
☐ **AVIS DEFAVORABLE**

MAIRIE D'ALES
DIRECTION JURIDIQUE
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE
30115 ALES CEDEX

Affaire suivie par Laurent GARCIA
Tel. : 04 66 56 10 73



**COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITÉ
AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

SEANCE DU 9 FEVRIER 2021

ÉTABLISSEMENT : ECOLE DES MINES CROUPILLAC BAT J N
ADRESSE : 26 AVENUE VINCENT D'INDY
COMMUNE : 30100 ALES
DOSSIER REF : AT 30007 20X0071
CLASSEMENT : TYPE R de 3ème catégorie
Objet : Création de 2 salles de cours en lieu et place de bureau

Textes : Loi n° 91-663 du 13 juillet 1991
Loi n°2005-102 du 11 février 2005
Décrets n°2006-555 du 17 mai 2006, modifié par les décrets
n°2007-13725 du 11 sept. 2007 et n°2014-1326
et 2014-1325 du 5 nov.2014 et de l'arrêté du 8 déc. 2014

1 -RAPPORT

Le projet consiste à transformer une zone bureaux afin de créer deux salles de cours au r+1 du bâtiment J.

Les deux salles de cours style amphi sont conformes à la réglementation, une place PMR est prépositionnée dans la salle de 58 places et 1 dans la salle de 47 places.

Les espaces de manœuvre de porte sont conformes et des aires de retournement sont prévues. Les circulations feront 140 cm de large et les portes auront au moins un battant de 90 cm.

Le reste des deux bâtiments n'est pas impacté par les travaux.

Deux escaliers et une issue de secours seront créés mais ne sont pas utilisés en usage normal.

Les deux corps de bâtiments J et N sont reliés entre eux par une circulation :

RDC bâtiment N :

- 1 salle métrologie (n010)
- 2 salles holographie (n011, n012)
- 1 labo laser (n020)
- 1 salle TP (n031)
- 1 salle de cours (n032)
- 6 bureaux(n002,013,003, n004, n005, 006)
- 1 halle technique atelier de 541 m²
- 2 locaux sans désignation
- 2 locaux techniques
- 1 ascenseur (utilisable pour le bâtiment J)
- 3 toilettes
- 1 chaufferie

R+1 bâtiment N :

- 1 vide sur la surface halle technique et des locaux sans désignation
- 4 salles de cours (n110, n120, n130nn140)
- 6 bureaux (n102 à n 107)
- 3 toilettes
- 1 ascenseur utilisable pour le bâtiment J

RDC bâtiment J :

- 2 salle de cours (j0014, j009)
- 3 locaux sécurisés
- 3 locaux techniques
- des salles (j007, j005, j003, j001, j 0012)
- 3 locaux techniques
- 1 chaufferie

R+1 bâtiment J :

- 2 salles de cours style amphi (objet des travaux)
- salles (j118, 116, 114,112, 121, 119 117, 115, 113
- 1 cafétéria
- des WC
- 1 local CTA
- 1 halle avec 1 accueil
- 1 réserve

2- PRESCRIPTIONS

N°	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES
1	L'exploitant devra demander au maire, 30 jours avant l'ouverture au public, le passage de la commission communale d'accessibilité.
2	S'assurer que l'éclairage réponde aux exigences suivantes : 100 lux pour les circulations intérieures horizontales 150 lux pour les équipement mobile.

N°	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES
1	En cas de modification des places de stationnement celles-ci devront répondre aux exigences suivantes : Les dimensions des places adaptées et le traçage doivent avoir une largeur minimale de 3,3 m et une longueur minimale de 5 m. Pour les places situées en épi ou en bataille, une sur longueur de 1,2 m est matérialisée sur la voie de circulation des parcs de stationnement par une peinture (Art.3).

3- CONCLUSION DE L'INSTRUCTEUR

Avis proposé : AVIS FAVORABLE (avec prescriptions à réaliser).

LE TECHNICIEN



Laurent GARCIA

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GARD
GROUPEMENT FONCTIONNEL PREVENTION
281 Avenue Pavlov – BP 48069
30932 Nîmes Cedex 9

N° 1

Secteur Cévennes-Aigoual
Les Jardins de la Filature
19, rue du Luxembourg
30140 ANDUZE

RÉF : GF PRÉV/2021-000019/OV/RS

Affaire suivie par le Lieutenant Olivier VENTRE

☎ : 0466053314

Mail : r.stefani@sdis30.fr

**SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE
POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC
ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

SÉANCE DU 22/01/2021

COMMUNE : ALES
ADRESSE : RUE JULES RENARD AVENUE VINCENT D'INDY
ÉTABLISSEMENT : ECOLE DES MINES - CROUPILLAC - BAT J et N
CODE : E00700282-001
DOSSIER : AT 20X0071
OBJET : Mise en sécurité avec reclassement des bâtiments J et N
Réaménagement partiel du R+1
Une demande pour 4 dérogations + une demande d'avis

I. NATURE ET PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent dossier prévoit le reclassement de la 4^{ème} à la 3^{ème} catégorie et l'amélioration du niveau de sécurité contre les risques d'incendie et de panique des bâtiments J et N avec notamment :

- la création de 2 escaliers supplémentaires à l'air libre d'1 UP et 2 UP (bâtiment N) ;
- la mise en œuvre de châssis de désenfumage (bâtiment N) ;
- la demande de 4 dérogations et 1 demande d'avis de la commission de sécurité.

II. CLASSEMENT

A - EFFECTIFS :

NIVEAUX	TYPE DE LOCAUX	PUBLIC	TOTAL
R+1	Enseignement	171 bât. J + 199 bât. N	370
Rdc	Enseignement	74 bât. J + 175 bât. N	249
TOTAL			619

B - TEXTES DE REFERENCE :

Cet établissement est soumis aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (art.R123-1 à R123-55 et R 152.4 - R 152.5).

Ainsi qu'aux arrêtés du :

25 Juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP).

4 Juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type R (Etablissements d'enseignement et colonies de vacances).

Il se classe en **TYPE R** de 3^{ème} CATÉGORIE.

III. DESCRIPTIF SOMMAIRE DU BÂTIMENT

Les bâtiments J et N constituent un groupement d'établissements (art R123.21 du CCH) sous la responsabilité unique du directeur de l'école des mines.

① Description extérieure

➤ Il est bordé de la manière suivante :

- ✓ desservi par une voie engin - inchangé,
- ✓ hauteur du plancher bas dernier niveau < à 8 m,
- ✓ au moins 2 façades accessibles - inchangé,
- ✓ isolé des tiers - inchangé,
- ✓ dispose d'un hydrant à moins de 200 m - inchangé

② Description intérieure

➤ Développement du bâtiment prévu dans la notice de sécurité :

- ✓ Éléments de construction :
 - isolement des tiers - inchangé,
 - structure métallique et béton armé - inchangé,
 - charpente métallique - inchangé,
 - façade béton armé - inchangé,
 - distribution intérieure par cloisonnement traditionnel conforme à la réglementation,
 - Bâtiment J - RdC :
 - 2 salles de cours,
 - locaux techniques,
 - locaux zone sécurisée,
 - chaufferie ;
 - Bâtiment N - RdC :
 - halle technique atelier,
 - salle de cours,
 - salle de TP,
 - labo laser,
 - 2 salles holographie,

- métrologie,
- 6 bureaux,
- chaufferie,
- sanitaire,
- locaux techniques,
- ascenseur ;
- Bâtiment J - R+1 :
 - 11 salles de cours dont 2 grandes,
 - réserve,
 - sanitaires ;
- Bâtiment N - R+1 :
 - 5 salles de cours,
 - 7 bureaux,
 - sanitaires.

✓ Isolement des locaux à risques particuliers - inchangé

✓ Dégagements :

LOCAUX	EFFECTIF CUMULE	NBRE DE SORTIES		NBRE D'U.P.	
		EXIGIBLE	RÉALISE	EXIGIBLE	RÉALISE
R+1 370 personnes	370	2	4	5	6
RdC 249 personnes	249 (dégagements R+1 directement sur l'extérieur)	2	3	4	5

- recoupement des circulations par bloc portes PF ½ h en va et vient asservis ;
- 3 escaliers à l'air libre au R+1 :
 - 1 escalier de 2 UP entre le bâtiment J et N (à créer),
 - 1 escalier de 1 UP en pignon N (à créer),
 - 1 escalier de 1 UP bâtiment J ;
- 1 escalier central du bâtiment J n'est pas compté dans l'évacuation (encloisonné mais pas désenfumé) ;
- évacuation GN8 :
 - de plain-pied à chaque niveau,
 - 1 EAS est créé au R+1 au droit du palier de l'escalier de 2 UP (noyau central),
 - aide humaine disponible, cheminement praticable,
 - une procédure d'évacuation sera établie par le chef de l'établissement,
 - des exercices de sécurité seront régulièrement effectués conformément à la réglementation.
- ✓ Aménagements intérieurs :
 - Sols M4 (D_{FL}-s2), murs M2 (C-s3,d0), plafond M1 (B-s3,d0).
- ✓ Rajout d'un ouvrant supplémentaire afin de désenfumer naturellement la halle atelier technique.
- ✓ Chauffage énergie - inchangé.

- ✓ Installation de gaz – inchangé.
- ✓ Électricité NF C15-100.
- ✓ Éclairage de sécurité assurant les fonctions d'éclairage d'évacuation et d'ambiance par blocs autonomes conformes aux normes.
- ✓ Moyens de secours intérieurs :
 - extincteurs appropriés aux risques,
 - mise à jour des plans et consignes de sécurité incendie,
 - équipement d'alarme incendie de type 1,
 - Système de Sécurité Incendie de catégorie A,
 - téléphone urbain - inchangé.
- ✓ Ce dossier est suivi par un organisme agréé par le ministère de l'intérieur (veritas).

IV. DÉROGATION

A - Objet des dérogations :

- **1^{ère} dérogation** : en l'absence de dossier d'origine de la construction du bâtiment J, le comportement au feu de la structure métallique ne peut être justifié. Le projet actuel de réaménagement est limité à 2 salles de cours au niveau 1.
- **2^{ème} dérogation** : en l'absence de dossier d'origine de la construction du bâtiment J, le comportement au feu des cloisons des circulations du RdC et de l'étage ainsi que celui des portes ne peut être justifié. Le périmètre du projet ne prévoit pas le réaménagement complet du bâtiment.
- **3^{ème} dérogation** : la largeur de la circulation du RdC du bâtiment J est < à 2 UP. Le périmètre du projet ne prévoit pas le réaménagement complet du bâtiment
- **4^{ème} dérogation** : Compte tenu de la configuration de la circulation du niveau 1 du bâtiment J et du fait que le périmètre du projet ne prévoit pas le réaménagement complet du bâtiment, il n'est pas possible d'encloisonner l'escalier central du R+1 malgré le nombre de personnes > à 150.

B - Articles concernant la dérogation :

- **1^{ère} dérogation** : CO 12
 - o «... Plancher bas du dernier niveau le plus haut < à 8 m – 3^{ème} catégorie → **structure SF ½ h...** ».
- **2^{ème} dérogation** : CO 24
 - o «...structure SF ½ h → parois entre locaux et dégagements accessibles au public CF ½ h – **parois** entre locaux accessibles au public/ **parois** entre locaux accessibles au public et locaux non accessibles au public classés à risques courants PF ½ h... ».
- **3^{ème} dérogation** : CO 35
 - o «...des **circulations horizontales de 2 UP au moins** doivent relier les dégagements entre eux... ».

- 4^{ème} dérogation : CO 52 et R 15 § 2
 - o «...en **aggravation** des dispositions de l'article CO 52 §, l'absence de protection des escaliers est admise dans les seuls cas suivants : dans un **bâtiment ne comportant qu'un étage sur rez-de-chaussée**, sous réserve que le nombre de personnes admises à l'étage **ne dépasse pas 150...** ».

C - Justification de la demande de dérogation :

- 1^{ère} dérogation : administratif (absence du dossier d'origine) et bâtementaire existant.
- 2^{ème} dérogation : administratif (absence du dossier d'origine) et bâtementaire existant.
- 3^{ème} dérogation : bâtementaire existant.
- 4^{ème} dérogation : bâtementaire existant.

D - Compensation proposée :

- 1^{ère} dérogation : détection incendie sur l'ensemble des locaux des niveaux du bâtiment J.
- 2^{ème} dérogation : détection incendie sur l'ensemble des locaux des niveaux des bâtiments J et N.
- 3^{ème} dérogation :
 - o détection incendie sur l'ensemble des locaux des niveaux des bâtiments J et N,
 - o création de 2 escaliers à l'air libre (2 UP entre J et N, 1 UP en pignon du N).
- 4^{ème} dérogation :
 - o l'escalier n'est pas comptabilisé ni dans les dégagements normaux ni dans le décompte des UP,
 - o création d'1 exutoire de désenfumage supplémentaire dans la circulation du niveau 1 (2 existants) avec **commande unique et manuelle** (la commande depuis le SSI A situé au TGBT n'est pas possible,
 - o enclouement de la cage de l'escalier au RdC avec des parois EI 60 et une porte E 30.

E - Analyse et avis du service :

- 1^{ère} à 4^{ème} dérogation : la mise en place d'une détection automatique d'incendie permettant une alerte précoce et la création de 2 escaliers à l'air libre, permettront une évacuation sûre et rapide du public, **un avis favorable peut être proposé.**

V. DEMANDE D'AVIS

A - Objet de la demande :

- La relocalisation du SSI actuellement dans le local TGBT n'entre pas dans le cadre du projet actuel engagé par l'IMT Alès.
- L'IMT Alès demande de mettre en place un tableau de report avec transmissions de données dans le hall du RdC.

B - Analyse et avis du service :

- La mise en place d'un tableau de report au RdC permettra de gagner du temps sur la localisation d'un potentiel sinistre.
- **Un avis favorable peut être proposé.**

VI. PRESCRIPTIONS

N°	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES
1.	Solliciter au minimum 1 mois avant la date d'ouverture , le passage de la commission de sécurité compétente afin de procéder à une visite de réception . Cette demande doit être formulée auprès de la commission de sécurité compétente via la commune concernée par l'établissement (Art R.123-45 du Code de la Construction et de l'Habitation et article 43 du décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié).
2.	GN 13 - Travaux dangereux (Arrêté du 7 juillet 1983) L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation.
3.	S'assurer que le dégagement n°5 de 2 UP s'ouvre dans le sens de la sortie. (Art. CO 45 § 1).

N°	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES
1.	<p>La construction et les divers aménagements intérieurs devront répondre en tous points aux textes précités.</p> <p>Le contrôle exercé par l'administration et la Commission de Sécurité, ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (art. 123.43 du Code de la Construction et de l'Habitation).</p> <p>L'autorisation d'ouverture devra faire l'objet d'un arrêté municipal pris après avis et visite de réception de la commission de sécurité compétente (art. R.123.46 du Code de la Construction et de l'Habitation).</p> <p>Les procès-verbaux et certificats attestant la conformité aux règlements de sécurité et normes en vigueur devront être annexés au registre de sécurité et présentés à la Commission le jour de la visite de réception de l'établissement (art. R.123.44 du code de la Construction et de l'Habitation).</p>
2.	Les constructeurs, installateurs et exploitants, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. (art. R.123.43).

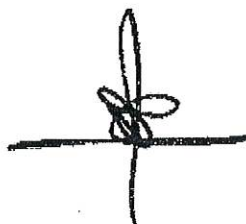
Nota : Les prescriptions énumérées ci-dessus ne sont pas limitatives et ne sauraient dispenser le constructeur, le propriétaire et l'exploitant de se conformer aux diverses réglementations en vigueur s'appliquant ou pouvant s'appliquer à cet établissement.

VII. CONCLUSION DU PRÉVENTIONNISTE

Vu le dossier présenté, le rapporteur propose à la commission d'émettre un avis :

- **FAVORABLE** par l'exécution des mesures complémentaires ci-dessus mentionnées.
- **FAVORABLE** au reclassement de la 4^{ème} à la 3^{ème} catégorie.
- **FAVORABLE** aux 4 dérogations et à l'avis demandé.

Le Préventionniste,
Lieutenant Olivier VENTRE
Secteur Cévennes-Aigoual

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'O' and 'V' followed by a horizontal line and a vertical line extending downwards.